Par e-mail : https://www.lesoir.be/565359/article/2024-02-01/les-agriculteurs-en-veulent-ils-trop

Les agriculteurs en veulent-ils trop ?

« Trop is te veel » peut-on entendre lors des actions menées par les agriculteurs. Ce slogan divise. Ils sont malmenés pour les uns, entre baisse des revenus et contraintes environnementales. Pour les autres, ils n'ont pas à se plaindre dans le contexte de la mondialisation. Qui a raison ? La réponse appelle des nuances. Débat.

Par Pascal Martin, William Bourton 1/02/2024

Philippe Baret : « Il faut cesser de tout mettre sur le dos des consommateurs et des politiques »

Pour Philippe Baret, professeur à la Faculté des bioingénieurs de l'UCLouvain, « transformateurs » et distributeurs sont largement responsables de la situation que dénoncent les agriculteurs.Responsable Essais - pôle Idées

Par William Bourton

Temps de lecture: 1 min

Selon le Pr Philippe Baret, spécialiste des systèmes agricoles et alimentaires et de l'agroécologie à l'UCLouvain, une majorité d'agriculteurs a compris qu'un autre modèle agricole devait se mettre en place.

À lire aussi « On va bloquer tout le pays » : le coup de force des agriculteurs à Bruxelles

Comment expliquer le ras-le-bol du monde agricole ?

De mon point de vue, c'est inexplicable. A part, peut-être, un réflexe d'imitation par rapport à d'autres mouvements dans d'autres pays, il n'y a pas d'éléments qui justifient que l'on se mette en colère aujourd'hui : pas de nouvelle directive européenne, pas de décision politique, pas de changement sur le marché au niveau des prix… Ce qui m'interpelle surtout, c'est le réceptacle de cette colère : pourquoi bloquer des autoroutes si le problème fondamental, ce sont les prix et les marges ? C'est aux acteurs du marché qu'ils doivent s'adresser…

Les agriculteurs sont tantôt présentés comme des « héros » (qui triment dur et s'endettent pour nous nourrir) tantôt des « méchants » (qui s'obstinent à polluer la planète). Qu'en est-il ?

C'est plus compliqué. Les agriculteurs contribuent à notre alimentation mais pour l'essentiel, les produits agricoles ne vont pas directement dans l'assiette des Belges. Un tiers de nos céréales sert à faire des biocarburants et l'essentiel des productions de légumes de Wallonie est orienté vers l'exportation, sur le marché des légumes congelés. C'est un choix, et c'est un choix qui fait vivre les agriculteurs. Par ailleurs, effectivement, certaines façons de faire de l'agriculture ont des gros impacts sur l'environnement. Mais en Belgique, et des deux côtés de la frontière linguistique, il y a eu de très gros progrès. Une majorité d'agriculteurs a compris qu'un autre modèle agricole devait se mettre en place. Il n'y a pas de consensus sur la trajectoire et le rythme auquel on doit atteindre cet objectif mais on ne peut pas changer l'objectif : on ne peut plus vivre dans un modèle qui dépasse

les limites de la planète. Par ailleurs, les agriculteurs sont les premières victimes des problèmes climatiques et des problèmes de biodiversité. Mais je le répète, dans ces domaines, la Belgique est assez exemplaire.

Cette transition est-elle financièrement soutenable pour les agriculteurs ?

Il faut les aider mais, oui, on peut être à la fois producteur de nourriture et respectueux de l'environnement : c'est ce que démontre depuis plusieurs décennies l'agriculture biologique. Mais dans la logique d'exportation des produits agricoles qui est encore la nôtre, l'objectif est d'être compétitif sur le marché mondial. Et si vous voulez être compétitif, il faut produire de façon la plus efficace possible, ce qui passe parfois par des normes environnementales plus faibles, l'utilisation trop importante de pesticides, d'engrais chimiques, etc.

Au bout de la chaîne, il faut aussi que le consommateur soit disposé à payer un peu plus cher pour des produits de qualité…

Attention : il y a une stratégie des acteurs de la chaîne alimentaire, qui fonctionne très bien, qui est de laisser les agriculteurs et les consommateurs face à face. Les agriculteurs ont des problèmes ? Les consommateurs sont responsables… C'est oublier un peu vite que ceux qui créent les produits sont les grands acteurs de l'agroalimentaire : les « transformateurs » et les distributeurs. Pousser à acheter la viande par paquets de cinq kilos parce qu'on la vend à six euros le kilo, c'est un choix de marketing qui essaye d'influencer les consommateurs et qui les poussent dans une mauvaise pente si on réfléchit aux conséquences sur le système agricole. Et je trouve que, là, les agriculteurs manquent d'un peu de courage : il faut arrêter de mettre ça sur le dos des consommateurs et des politiques et pointer les acteurs de la chaîne alimentaire qui sont responsables de cette situation, et qui dure depuis des années. Pourquoi ne le font-ils pas ? Parce que quand vous faites du commerce avec quelqu'un, vous n'allez tout simplement pas vous disputer avec…

Philippe Burny : « C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase »

« Changer d'orientation, cela demande du temps. Or on ne laisse pas les agriculteurs souffler », affirme Philippe Burny. Les travailleurs de la terre sont coincés entre l'injonction permanente d'évoluer et la nécessité d'être immédiatement rentables.Journaliste au pôle Idées

Par Pascal Martin

Temps de lecture: 1 min

Philippe Burny enseigne la politique agricole et l'économie rurale à l'ULiège et à Gembloux Agro-Bio Tech.

Comment expliquer le ras-le-bol du monde agricole ?

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. C'est ce qu'on ressent à force de contacts réguliers avec le monde agricole. L'agriculture fait l'objet de trop de législations et de réformes. La Politique agricole commune (PAC), c'est de la réformite régulière. Les législations sont importantes, changeantes et contraignantes alors que le travail de l'agriculteur, lui, ne change pas du jour au lendemain. Un élevage bovin, c'est le résultat du travail d'une vie, sinon de plusieurs générations, qui a abouti à la sélection recherchée. Changer d'orientation, cela demande du temps. Or, on ne laisse pas les agriculteurs souffler.

Les nouvelles règles fixées par le Green Deal font partie de ces changements importants. Concrètement ?

Par exemple, l'adaptation au Green Deal prévoit de consacrer au bio 25 % des surfaces agricoles en 2030. En Région wallonne, on veut pousser jusqu'à 30 %. Mais ça ne se fera pas du jour au lendemain. Cela implique de tripler les surfaces consacrées à l'agriculture bio alors que nous sommes déjà en surproduction. Le bio ne représente aujourd'hui que 5 % du marché alimentaire. Demain, qui absorbera l'offre supplémentaire produite ? A cette question, on s'entend répondre qu'il y aura des campagnes promotionnelles pour que le citoyen consomme davantage bio. Mais à la caisse, les prix du bio peuvent être supérieurs de 40 % au non-bio. Ce n'est pas anodin pour les consommateurs en période d'inflation.

Les agriculteurs sont aidés par de l'argent public. N'est-il pas logique qu'ils participent à la production alimentaire de qualité à laquelle tout consommateur peut prétendre… ?

Prenez le cas du glyphosate tant contesté. Il est devenu emblématique d'un questionnement : comment supprimer des produits que certains jugent nocifs pour la santé de l'homme s'il n'existe pas d'alternative, qu'il s'agisse d'un autre produit ou d'une technique innovante ? Rien n'est impossible, mais il faut du temps. Il faut laisser à l'industrie le temps de se retourner.

Les agriculteurs sont d'un côté considérés comme la mère nourricière de l'Europe. De l'autre, ils sont désignés comme responsables de différentes pollutions et, dans certains cas, de mettre en danger la sécurité alimentaire. Comment vivent-ils cette contradiction ?

Les agriculteurs sont effectivement préoccupés d'être traités de pollueurs et d'empoisonneurs. Ils ont aussi le sentiment que les décideurs sont déconnectés du terrain, comme le démontre l'injonction de produire plus de bio alors que la demande n'est pas là. Ils s'inquiètent dès lors pour leurs revenus. Si moins de surfaces sont accordées à la production traditionnelle et que le bio ne compense pas l'argent perdu, qui va payer les agriculteurs ? Parallèlement, on assiste à l'importation de denrées qui ne sont pas compatibles avec les normes environnementales européennes et faussent la concurrence en pratiquant des prix bas.

La PAC, dit-on, donne 80 % de ses subsides aux 20 % des agriculteurs qui produisent le plus. Comment en sortir ?

Plus vous avez de terres, plus vous produisez, plus vous avez d'aides publiques. Mais comment font les autres agriculteurs pour vivre lorsque l'on sait que le prix des céréales n'a guère bougé depuis les années 70 ? En Wallonie, une solution est à trouver dans de petites exploitations qui restent liées à la terre et produisent des produits spécifiques, comme on le voit en France avec les fromages, les vins, *etc*. La Région mène une politique de soutien allant dans ce sens. Encore faut-il que les consommateurs achètent des produits de qualité. On a vu qu'ils peuvent changer de comportement, notamment durant la crise de la dioxine. Mais lorsque la crise s'est éloignée, ils sont revenus vers leurs anciennes habitudes. Question de coût et surtout de facilité.